

MESSAGE DU PRESIDENT ABDOU DIOUF A LA NATION

«Etre de notre époque»

Sénégalaises, Sénégalais, Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Demain, nous fêterons, tous ensemble, le XXXIIème anniversaire de l'Indépendance nationale du Sénégal. Nous le fèrons dans un plus grand esprit d'union, car, depuis un an, dans une Afrique en proie aux tensions et affrontements, nous avons la chance de vivre dans la sérénité.

Certes, celle-ci vient d'être troublée par l'accident dit de la SONA-COS. Toute la lumière sera faite sur les causes de cette catastrophe et tous les enseignements tirés. Mais comme la perte de nos «JAM-BAAR», en Arabie Saoudite, et la récente chute d'un avion à proximité du Cap Skirring, elle doit nous rappeler cet enseignement des Ecritures, confirmé tout au long de l'histoire : «C'est dans l'épreuve que se forgent et se consolident les grandes nations».

En présentant mes condoléances aux familles des disparus et en priant pour le prompt rétablissement des blessés, je vous invite à avoir cet enseignement constamment présent à l'esprit pour conserver la sérénité que beaucoup nous envient.

Cette sérénité est, sans contexte, la conséquence directe de l'approfondissement de notre démocratie avec, notamment, la formation d'un gouvernement de Majorité présidentielle élargie et l'adoption d'un Code électoral consensuel.

Mais, sans votre maturité et votre capacité de dépassement, nous n'aurions pas pu faire ces pas importants.

Je renouvelle mon engagement à veiller à la réussite de la nouvelle expérience. Grâce à la bonne volonté de tous, celle-ci se poursuit avec bonheur. Il nous faut cependant en amplifier l'élan pour en faire un mouvement fécondant. C'est le meilleur moyen d'en conserver les acquis.

Des mesures vont être prises, incessamment, à cet effet ; elles iront dans le sens d'une plus grande participation populaire.

Si l'Assemblée nationale en est d'accord, la première de ces mesures portera sur notre politique de décentralisation.

Il s'agira de faire accomplir à celle-ci un saut qualitatif conséquent, par la réforme institutionnelle de la région.

En effet, pour être à même de jouer pleinement son rôle, la région doit avoir plus d'autonomie et de liberté dans son administration et dans la gestion de ses propres affaires.

C'est pourquoi, je vais proposer son érection en collectivité territoriale dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière avec une Assemblée élue au suffrage universel direct.

Un tel changement de statut émancipera la région de façon irréversible, pour en faire la clé de voûte du développement régional, dans l'unité nationale.

GESTION AUTONOME

De même l'élection au suffrage universel direct du Conseil régional,



qui sera l'Assemblée délibérante, donnera à la région l'instrument politique d'une gestion autonome des problèmes locaux.

Ce Conseil sera chargé de l'Administration de la région, dans des domaines tels que l'éducation, la santé, la culture ; il sera également chargé de la gestion de certains équipements collectifs.

Les problèmes locaux seront ainsi mieux pris en compte.

Par ailleurs, la région, promue au rang de Collectivité locale à part entière, aura un rôle majeur en matière de planification et d'aménagement du territoire, afin de favoriser la dynamisation de son tissu économique, social et culturel.

C'est dire qu'elle sera plus en adéquation avec ses impératifs de développement grâce à l'élargissement de son champ d'action et au renforcement de ses moyens.

La réussite de l'évolution institutionnelle que voilà dépend de nous tous et, en particulier, de la volonté politique de tous ceux qui concourent à la formation des opinions. Mais elle dépend aussi de la qualité des hommes et des femmes qui la mettront en œuvre. Elle fait appel à des citoyens à la fois conscients des défis du monde moderne et aptes à les relever. Elle exige donc la poursuite de nos efforts pour améliorer notre système éducatif.

Ayant déjà indiqué, en d'autres circonstances, que celui-ci s'entend aussi de l'éducation non conventionnelle, je voudrais souligner, aujourd'hui, la place qui y revient aux structures d'enseignement supérieur : de telles structures assurent, pour l'essentiel, la formation des cadres dont nous avons besoin et c'est en leur sein que s'effectue la recherche, aussi bien fondamentale qu'appliquée, sans laquelle aucun développement durable n'est possible. Or, reconnaissons-le, notre

enseignement supérieur ne répond pas encore à toute notre attente sur ce double plan. Il est même, notamment à l'université, dans une situation qui appelle la recherche de solutions adaptées à nos réalités de société africaine, sahélienne et en développement. Certes, ces dernières années, des efforts considérables ont été consentis en faveur de ce secteur et des mesures qui concernent l'ensemble de notre système éducatif pour la formation et le développement des ressources humaines sont en cours de finalisation.

Toutefois, compte tenu des particularités de l'Université, il est urgent de procéder à un examen approprié de son fonctionnement, de ses difficultés, de ses besoins et de ses finalités.

Aussi, ai-je décidé de faire tenir, dans les meilleurs délais, sur ce sujet, une concertation nationale qui sera placée sous la supervision d'un modérateur aux qualités et à la personnalité reconnues de tous.

Les modalités de cette rencontre seront précisées sous peu, d'abord par les autorités compétentes et, ensuite, entre eux, par les participants dans le cadre de leurs travaux.

Pour atteindre pleinement ses objectifs, cette concertation devrait, à mes yeux, être guidée par les principes suivants :

- Le réalisme et le sens de l'intérêt général ;
 - La recherche de solutions consensuelles ;
 - L'ouverture aux Représentants de la société civile, du monde du travail ainsi que des syndicats et des partis politiques.
- J'exhorte les personnes, groupes et institutions concernés par ce débat, à y investir résolument leurs idées, leur expertise et leur sens civique pour l'élaboration de propositions susceptibles de placer rapidement notre système universitaire dans les conditions d'une meilleure contribution au développement de notre pays.

sitions susceptibles de placer rapidement notre système universitaire dans les conditions d'une meilleure contribution au développement de notre pays.

DEFIS DE LA CIVILISATION MÉDIATIQUE

Il y a, liée à l'éducation, la Communication, secteur vital dans une Démocratie. A ce propos, nous avons, à notre actif, un acquis de première importance avec la création d'un Haut Conseil de la Radio-Télévision. Nous devons le préserver et le consolider.

Mais il nous faudra encore aller plus loin, car il ne s'agit pas seulement de promouvoir le pluralisme politique dans les Médias. Il s'agit, plus fondamentalement, de se donner les moyens d'une prise en charge plus complète des préoccupations et des attentes de toutes les composantes de la société sénégalaise.

Voilà qui rend encore plus nécessaire la réflexion sur les enjeux et les défis que pose la civilisation médiatique, les avantages qu'elle renferme tout comme les risques réels d'uniformisation culturelle et sociale dont elle est porteuse. Face à ces urgences qui nous interpellent, l'immobilisme serait pour nous le premier adversaire.

Si nous voulons épouser le prochain millénaire, il nous faut, dans ce domaine, nous concilier les vertus de l'audace et de l'imagination créatrice.

Pour ma part, j'ai fait entreprendre des études en vue de parvenir assez rapidement à une diversification plus marquée du paysage audiovisuel sénégalais. Je pense en particulier à la création d'une chaîne nationale privée de Télévision et de Radio, par exemple dans le cadre de contrats de concession de fréquences. Elle prendrait place à côté des chaînes de service public dont les moyens seraient naturellement renforcés.

Les progrès de notre démocratie seraient néanmoins incomplets si nous ne consolidions pas aussi notre Etat de droit.

Sans doute pouvons-nous être fiers d'avoir su faire vivre, depuis bientôt un tiers de siècle, une justice forte et indépendante. Nos traditions judiciaires sont bien vivantes et comptent parmi les meilleures d'Afrique.

Mais il en est des institutions comme des êtres de vie : celles qui veulent échapper à l'érosion du temps doivent savoir se renouveler et s'adapter.

Le moment me semble donc venu d'élargir la place du Pouvoir judiciaire dans notre société.

Une réforme d'ensemble de la justice permettra de mieux garantir l'exercice effectif des droits et des libertés inscrits dans la Constitution, d'abolir toute juridiction d'exception, à commencer par la Cour de Sécurité de l'Etat, et de renforcer le contrôle des juges sur l'administration. La modernisation de l'Etat passe aussi par ce chemin !

Veillons surtout à ce que les opé-

rateurs économiques et les investisseurs soient assurés de trouver dans notre pays, non seulement de sécurité juridique, mais aussi un besoin pour développer leurs entreprises et créer des emplois, à l'abri des aléas et des incertitudes !

INDEPENDANCE DE LA MAGISTRATURE

La réforme que j'appelle ainsi de mes vœux pour l'approfondissement des libertés et le renouveau de la justice n'implique pas de charge nouvelle pour l'Etat.

Le renforcement de l'indépendance de la Magistrature, sans laquelle rien ne serait possible, en sera la clé de voûte. Ainsi, le Conseil supérieur de la Magistrature, dont les compétences seront élargies, comprendra à l'avenir, parmi ses membres, des Représentants librement élus des Magistrats.

En agissant de la sorte, nous démontrerons avec éclat notre volonté de consolider l'égalité de tous devant la Loi, qui constitue un des principaux fondements de la Démocratie.

Sénégalaises, Sénégalais,

Les mesures que voilà me semblent nécessaires si nous voulons être de notre époque et être nous-mêmes les acteurs des changements inhérents à l'avènement, irrépressible, d'un monde nouveau.

Elles procèdent d'un pari sur les filles et les fils de ce pays et de ma conviction qu'elles stimuleront notre ardeur au travail.

Travail ! plus qu'un mot, c'est là une mystique sans laquelle les vertus de la Démocratie risquent de devenir rapidement des vices.

Voilà pourquoi, j'ai demandé au gouvernement de Majorité présidentielle élargie de se mettre au travail, dès le lendemain de sa formation.

Il a déjà obtenu des résultats tangibles comme le doublement du revenu global du monde rural, la mise en place du fonds de promotion économique pour assurer un financement approprié aux opérateurs économiques, l'établissement de relations plus fécondes parce que plus justes avec les institutions financières internationales devenues davantage des partenaires... Ces résultats, nous les devons aussi à notre sens du dialogue, qui nous a permis d'avoir, au sein de l'entreprise et des établissements publics, une atmosphère propice au travail.

J'engage donc les partenaires sociaux à continuer de privilégier cette vertu. En effet, toute journée de grève est une perte incommensurable pour tous, et toute baisse de productivité signifie, à terme, la mort de l'entreprise et la perte d'emplois.

La constance dans l'effort, à laquelle je vous invite ainsi, contribue également à conforter l'excellente image de notre pays dans le concert des nations.

Au demeurant, grâce à elle, nous avons pu relever de nombreux défis au cours des derniers mois. Les plus significatifs ont été la préparation et l'organisation du Sixième sommet

Suite du discours

islamique et de la 18ème Coupe d'Afrique des Nations, ainsi que l'accueil du Pape Jean-Paul II. D'autres défis nous attendent, que nous relèverons également.

Mais j'insisterai sur l'importance des trois Sommets que le Sénégal abritera cette année, car, en les réussissant nous ferons mieux que confirmer notre réputation de terre de rencontres et de pays organisé : nous contribuerons à améliorer, de façon décisive, l'organisation de la solidarité entre pays en développement.

C'est l'évidence pour ce qui est du Sommet de l'OUA car, après l'éradiation prochaine de l'Apartheid, l'Organisation panafricaine aura comme objectifs prioritaires la réalisation de l'intégration du continent et son développement.

C'est l'évidence également pour celui de la CEDEAO, cette institution ayant l'ambition de continuer à montrer la voie dans le combat pour l'intégration africaine. Cependant, si celle-ci est notre première priorité au plan international, nous ne perdons pas de vue que, seule, l'Afrique ne peut résoudre les problèmes avec lesquels elle est confrontée, au même titre que les autres pays en développement du Sud.

Ces problèmes sont de plus en plus politiques, à la suite des bouleversements que vous savez et de la gestation d'un nouvel ordre mondial, dont on sait au moins une chose : ses principes, et les modalités de son fonctionnement refléteront les préoccupations des pays qui arriveront à faire entendre leurs voix.

Le G. 15 vise précisément à permettre aux pays en développement de devenir de véritables partenaires dans la coopération internationale, pour pouvoir participer effectivement à l'élaboration de ce nouvel ordre mondial.

Du reste, il est en train de mettre au point un document de position sur la question. En ma qualité de Chef d'Etat du pays coordonnateur, j'en assurerai la diffusion, le moment venu.

Sénégalaises, Sénégalais,

J'ai commencé ce message en parlant d'union et de sérénité. L'une et l'autre ne sont pas possibles sans la paix des coeurs et le pardon réciproque. Heureusement, que ce sont là des qualités bien sénégalaises. A cet égard, je voudrais me réjouir de l'amélioration progressive de la situation dans le Sud de notre pays, remercier tous ceux qui y ont contribué et, surtout, réaffirmer ma détermination de veiller à l'application des recommandations du Comité de Gestion de la Paix. De même, j'ai plaisir à confirmer que j'ai donné des instructions en vue de trouver des solutions rapides au problème des policiers radiés à la suite des dramatiques événements d'avril 1987.

Une première rencontre a déjà eu lieu à cet effet autour du Ministre de l'Intérieur, avec la participation du Représentant des policiers radiés. Elle a abouti à la création d'une structure chargée d'étudier et de proposer un cadre idoine de règlement de cette affaire.

C'est avec la plus grande clémence que j'examinerai les solutions qu'elle me soumettra.

COURAGE ET GENEROSITE

Mes chers Compatriotes,
Sans l'Armée et la Jeunesse, le 4

avril ne serait pas cette belle fête qu'elle est. Et ce n'est pas uniquement à cause de la part déterminante que ces deux composantes de la Nation prennent dans le défi et les différentes manifestations. Il y a surtout que l'une et l'autre incarnent, au plus haut point, ces belles vertus de courage et de générosité, ce sens du devoir et du sacrifice que nous magnifions à cette occasion.

S'agissant de l'Armée, si l'aspect militaire est le plus important dans son rôle et si elle le remplit d'une façon que je ne me lasserai jamais de saluer, elle accomplit aussi des tâches économiques, sociales et culturelles qui font notre fierté.

Je loue son professionnalisme et son comportement exemplaire aussi bien à l'intérieur de nos frontières qu'à l'extérieur de celles-ci, en même temps que je lui renouvelle ma confiance.

Quant à notre Jeunesse, je voudrais lui dire fortement que c'est elle qui tient, entre ses mains, le destin du Sénégal du Troisième Millénaire. D'elle dépendent la concrétisation de nos rêves et la satisfaction de ses propres ambitions. Lourde responsabilité ! Mais à la voir si généreuse et si enthousiaste, on ne peut qu'avoir confiance en elle. En vérité, en ce qui me concerne, ce sentiment n'a pas été étranger aux mesures dont je viens de vous faire part et qui vont dans le sens de l'approfondissement de notre démocratie.

Jeunes du Sénégal, vous êtes les héritiers d'une grande Nation ! Ayez donc confiance en vous-mêmes ! Sachez aussi que le souci de vous mettre dans les meilleures conditions d'assumer demain le destin du Sénégal restera le crédo de mon action.

Mes chers Compatriotes,
Avant de conclure, je voudrais redire la fidélité du Sénégal à ses amis, les plus anciens comme les nouveaux, ceux du Nord comme ceux du Sud.

Je voudrais aussi réaffirmer notre foi en la solidarité entre les hommes et les nations ainsi que notre attachement à la paix et à la sécurité internationales, par le respect du Droit et la promotion de la justice.

Quant à vous, Mes chers Compatriotes, laissez-moi vous renouveler mon appel constant à l'union la plus large possible autour de l'essentiel. Et l'essentiel, c'est l'amour que nous partageons pour le Sénégal, c'est notre souhait commun de le voir rester ce pays respecté qu'il est, c'est cette même détermination que nous avons d'en faire un pays prospère.

L'expérience du gouvernement de Majorité présidentielle élargie montre que nous pouvons nous retrouver autour de cet essentiel, et nous en avons vu les avantages.

Pour ma part, j'y suis plus que jamais attaché et je mettrai tout en œuvre en faveur de sa pérennisation, voire de son enrichissement.

C'est pourquoi, je continue de tendre une main fraternelle à chacun et à chacun d'entre vous afin qu'ensemble, nous poursuivions notre chemin dans cette direction.

Sachez aussi que mon plus grand bonheur est d'être le soldat de vos rêves.
Sénégalaises, Sénégalais,
Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,
Bonsoir !
• Le titre et les inter-titres sont de la rédaction.

Patience

PAR I.M. MBOUP

Heureux concours de circonstances qui fait coïncider cette année deux grandes fêtes, particulièrement marquantes dans la vie des Sénégalais : la Korité et le 4 Avril.

La première célèbre la fin d'un mois d'abstinence et de pénitence, au cours duquel les croyants musulmans se sont soumis avec dévotion au culte de la grandeur d'Allah. La seconde elle, commémore, de plus en plus dans la sobriété bien comprise et acceptée, l'anniversaire de l'indépendance nationale.

Dès lors, le message délivré d'habitude à l'occasion de chacun de ces événements, fondu en un seul, devait avoir une portée double, une dimension aussi bien spirituelle que temporelle. C'est à cet exercice de style, au demeurant fort exaltant, que s'est adonné le chef de l'Etat, rappelant les malheureux événements qui, ces dernières années, ont durement bouleversé le peuple sénégalais et dont le dernier en date a été le drame de la SONACOS, avec plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés.

Nul doute que ce message, d'importance capitale, en ce qu'il

réarme moralement des croyants et redonne courage aux citoyens, a été reçu par cinq sur cinq par le peuple dans sa totalité.

Pas uniquement parce que les accents de sincérité et de conviction du président Abdou Diouf faisaient un effet certain sur son public, mais parce que les innovations annoncées pour élargir la démocratie et le développement sont pertinentes et souhaitent et répondent dans leur intégralité à l'attente générale. D'un côté comme de l'autre, l'émotion était donc au rendez-vous, mobilisant d'avantage les Sénégalais face à leur avenir, qu'ils veulent tous, souriant. Les promesses d'un examen compréhensif du dossier des policiers radiés, d'une solution globale et satisfaisante pour l'Université, de l'approfondissement de la décentralisation en faveur des régions, de la réhabilitation des droits communs, etc, n'auront pas manqué de rassénérer les plus pessimistes.

Mais, le chef de l'Etat n'a pas manqué de souligner que pour atteindre ces objectifs, il faudra s'armer de patience à tous les niveaux. Seule la patience en fait,

c'est-à-dire la capacité d'endurer les différentes épreuves auxquelles Dieu soumet ses créatures afin de mieux tester leur foi, nous mettra sur la bonne voie. De par ce rappel, le président Abdou Diouf a emboîté le pas aux guides spirituels dont la mission est de montrer le chemin de Dieu, l'accès à la félicité éternelle. Une telle mission s'exerce ici-bas, les responsabilités du temporel aussi bien que du spirituel convergent totalement. La chance du Sénégal est que tous les guides, d'un bord et de l'autre, parlent le même langage et s'épaulent mutuellement.

En rappelant le devoir de patience, une obligation que Dieu impose à tout croyant, le chef de l'Etat a donc facilité grandement la tâche aux missionnaires du domaine religieux. Ceux-là aussi, de par leur invitation quotidienne à la discipline, au civisme et au travail, remplissent effectivement leur part dans la construction nationale.

Si les Sénégalais, avec un minimum d'efforts s'appliquent à relever les défis, le rêve de cette grande nation à laquelle nous aspirons tous, sera très bientôt une réalité.

MYSTIQUE DU TRAVAIL

La voie de l'effort constant

PAR CHEIKH TIDIANE FALL

« Travail ! Plus qu'un mot, c'est là une mystique sans laquelle les vertus de la démocratie risquent de devenir rapidement des vices ». Cette invite à l'effort constant adressée aux Sénégalais intervient juste après l'annonce de mesures importantes concernant des secteurs aussi importants que la décentralisation, l'Université, la communication et la justice. Une manière pour le président de la République de faire sentir que, quelles que soient les innovations pour sortir de l'immobilisme, une volonté de travailler est un préalable. Et cela à tous les niveaux. Il peut d'ailleurs paraître surprenant que l'on appelle les Sénégalais à travailler, eux qui savent bien s'illustrer dans ce domaine. Que ce soit dans le bassin arachidier, les rizières de Casamance, les terres arides du nord, les usines... Quand il insiste cependant autant sur cette vertu qu'il faut cultiver dans la phase actuelle, le président de la République veut certainement stimuler davantage l'ardeur des Sénégalais au travail. Pour que certaines valeurs ne se perdent pas car elles sont indispensables face

aux nouvelles perspectives. Ce message ne s'adresse pas seulement à ceux qui s'échinent dans les champs ou les usines. L'exemple doit venir du sommet. C'est pourquoi un accent est mis sur l'exhortation faite au gouvernement de majorité présidentielle élargie à se mettre au travail dès sa formation. Le premier bilan que le président de la République juge positif encourage à rester dans cette voie de l'effort permanent. Surtout dans les entreprises et les établissements publics. Un appel est d'ailleurs lancé aux partenaires sociaux à privilégier la vertu du dialogue avec cet argument-force « toute journée de grève est une perte incommensurable pour tous et toute baisse de productivité signifie à terme la mort de l'entreprise et la perte d'emplois ». Les récents débrayages dans le secteur du transport qui ont paralysé ou ralenti de nombreuses activités dans la capitale rendent très actuelle cette partie du message à la nation. Là aussi on retiendra qu'il s'agit autant pour les travailleurs, les syndicats que le patronat de trouver par la concertation la solution aux

nombreux problèmes pouvant déboucher sur des crises. Révolu le temps où l'on demandait seulement aux employés de se dépasser. L'exemple doit aussi venir de ceux qui sont aux commandes. Il sera alors plus facile de faire suivre la base.

Le président de la République ne doute pas dans son message que les Sénégalais répondront à son appel. Surtout après ce qui s'est passé ces derniers mois. C'est avec une certaine fierté qu'il a cité la préparation et l'organisation du 6e sommet islamique et la 18e Coupe d'Afrique des Nations ainsi que l'accueil du Pape Jean Paul II. Le succès enregistré démontre une certaine capacité des Sénégalais à se surpasser. Ce ne sont pas les idées qui manquent dans ce pays. Nous en produisons en grande quantité. Reste seulement à mieux les concrétiser. En faisant passer les projets des brouillons sur terrain. Avec de l'imagination et une volonté partagée de mieux travailler. Sinon tous les efforts pour sortir des sentiers battus seront vains.

CERDET

VIENT DE PARAÎTRE

Alternative démocratique n° 2 - Revue du CERDET

Au sommaire :

L'idée de la démocratie - L'éducation à la démocratie - Démocratie et Développement - Société civile et démocratie - Expériences démocratiques du Botswana, Gabon, Bénin, Congo, etc. Ainsi que de nombreuses informations sur les processus de la démocratie en Afrique.

Un livre de 243 pages.

En vente dans les librairies.

CERDET, Avenue Bourguiba vers Castors-villa n° 2565, BP 12092 Dakar (Colobane)
Tél : 24.47.81